

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > À gauche (France) > Histoires, bios et militant.es à gauche (France) > **Grèce : comment effacer l'Histoire ? Tsípras, ou le traité du vain combat**

Grèce : comment effacer l'Histoire ? Tsípras, ou le traité du vain combat

mardi 26 juillet 2016, par [ALEXAKIS Dimitris](#) (Date de rédaction antérieure : 22 juillet 2016).

Il paraît étrange d'affirmer qu'un événement qui était entré dans l'Histoire en soit par la suite ressorti ; tel est pourtant le sort pathétique qui semble être réservé au premier gouvernement d'Aléxis Tsípras et à la première contestation par un gouvernement élu des politiques d'austérité promues par les instances dirigeantes de l'Union européenne. Aléxis Tsípras, ou comment effacer l'Histoire.

Si le gouvernement d'Aléxis Tsípras est devenu, entre les mois de janvier et juillet 2015, le premier à remettre en cause les politiques d'austérité à l'échelle de l'Union européenne et est entré dans l'Histoire à ce titre, son « deuxième gouvernement »[1], en cautionnant la suppression de fait du droit d'asile européen et l'alliance stratégique de l'Union avec le régime de Recep Tayyip Erdoğan, en appliquant, après plus de six ans de récession, le plus cynique des programmes d'austérité qu'un gouvernement européen ait jamais mis en œuvre[2], semble avoir pour effet d'effacer jusqu'au souvenir de cette séquence inaugurale.

La métamorphose évoque cette scène du *Metropolis* de Fritz Lang qui voit les Maîtres de la cité remplacer Maria, guide et égérie des insurgés, par un robot à son image chargé de semer la discorde et la confusion parmi les ouvriers, mais aussi ces procès politiques apparus lors de la période stalinienne et où l'accusé, après avoir été soumis à interrogatoire et à un chantage direct, sur sa personne et sur ses proches, s'accuse publiquement d'avoir été celui qu'il était : séances pathétiques où le sujet parle la langue de ses persécuteurs, adopte leur rhétorique, leurs inflexions et s'évertue devant ses juges à effacer son empreinte de l'Histoire.

Mais Aléxis Tsípras ne s'est pas renié, et il ne lui a rien été demandé de tel — au contraire. Son « capital de popularité », engrangé depuis la période de sa candidature à la Mairie d'Athènes, son âge, son style vestimentaire, ses talents oratoires, son « ancrage populaire », son parcours politique et la contradiction même dans laquelle il se trouve l'ont fait après coup apparaître comme un dirigeant plus à même de mettre en œuvre ces programmes que n'importe lequel des caciques de la droite ou du Parti socialiste grec. Contrairement à ces derniers, le Premier ministre grec a longtemps côtoyé les « victimes de l'austérité » et connaît leurs difficultés. La nécessaire compassion pour les petites gens, lieu commun de l'exercice du pouvoir depuis le début de la crise, n'est pas exactement un vain mot dans sa bouche. Son avantage semble être de connaître les souffrances qu'il inflige. À y regarder de plus près, cette posture compassionnelle est précisément celle de l'Église orthodoxe grecque, que Sýriza n'a jamais combattue.

*

La trouvaille tient expressément, ici, au fait que la même personne et que le même parti contestent « radicalement » et, presque simultanément, mettent en œuvre « malgré eux » la même politique de précarisation massive, de coupes et de ponctions sur le revenu des classes populaires et moyennes,

de destruction et de privatisation des espaces communs, de démantèlement des lois et des usages sociaux, de redistribution vers le haut, au bénéfice de grands investisseurs privés, des infrastructures et de la fortune (foncière et immobilière) de l'État, dans un nouveau procès d'accumulation capitaliste et de reconfiguration de l'ensemble de l'économie (disparition accélérée des petites et moyennes entreprises qui constituaient le tissu de l'économie nationale, décrochage brutal des prix de l'immobilier qui permettront bientôt à ces investisseurs de racheter des quartiers entiers pour une bouchée de pain[3]). Quel démenti plus cinglant au programme de Syriza ? Ce résultat dépasse sans doute les espérances de Wolfgang Schäuble, de Jean-Claude Juncker, de Martin Schulz ou de François Hollande et semble surpasser en efficacité toutes les manœuvres que ces derniers avaient pu déployer, entre janvier et juillet 2015, pour se défaire du Premier ministre grec et de son parti.

Le cœur de la manœuvre porte sur la signification même de cette première séquence, sur sa dimension historique : non pas effacer le nom ou les traces d'une personnalité gênante mais effacer en bloc le sens de l'événement ; moins réécrire l'Histoire que l'effacer en la rendant après coup illisible ; faire en sorte que, par un étrange mouvement rétroactif, cet événement, privé de sa dimension historique, ne soit pas réutilisable, ne soit plus opérant : désarmer l'événement. C'est ainsi que ceux qui soutenaient le gouvernement grec durant cette première période de négociations se sont retrouvés non seulement privés de victoire mais en quelque sorte floués d'une défaite et dépossédés de la signification même du combat auquel ils avaient pris part.

Le fait qu'il soit soudain devenu impossible à Podemos, soutien majeur du gouvernement grec durant la campagne électorale de l'hiver 2015 et la première période d'exercice du pouvoir[4], de se référer au parti de la gauche radicale grecque, de prononcer jusqu'à son nom, est à cet égard indicatif. Grâce à l'intervention de François Hollande qui, lors de la nuit de négociations du 12 au 13 juillet 2015, a su ramener Alexis Tsípras à la table des négociations, l'Union européenne a en définitive réussi son pari : s'assurer que le gouvernement grec n'ait, le moment venu, aucun relais à passer aux mouvements extra-parlementaires et aux organisations politiques d'Espagne, du Portugal, d'Irlande, de France ou d'Italie, rien à léguer et rien à dire.

*

Le caractère dramatique du revirement opéré tient à un principe de discontinuité radicale : rien, du point de vue du sens, ne permet de relier le résultat du référendum du 5 juillet[5] et « l'appel au peuple » dont il est issu à « l'agrément » ou accord de principes signé par le Premier ministre grec dans la matinée du 13 juillet 2015 ; rien ne permet de relier ces deux points sinon, précisément, sa personne même.

Toute la campagne électorale menée par Syriza en vue des « deuxièmes élections » de septembre 2015 en témoigne. Le sens ayant été sacrifié, il ne restait plus au parti de gauche radicale qu'à faire campagne « sur la personne » ; la question politique, par un effet de réduction vertigineux, a été brusquement circonscrite à une question personnelle de charisme, d'influence et d'habileté politicienne. Tsípras, résumait Jean-Claude Juncker en usant d'un barbarisme de mauvais aloi, « s'est homme-d'étatisé » et a rejoint la cohorte muette des dirigeants responsables se conformant docilement au cours des choses. Le « deuxième gouvernement » Tsípras offre ainsi le spectacle glaçant d'une politique dissociée des sujets qui l'appliquent : une politique sans sujets, dans la mesure où elle n'est de fait assumée par personne, et une politique sans discours. La suppression de la politique n'est pas, bien sûr, « politiquement neutre »[6], et passe ici par une dissociation brutale entre le sujet et l'acte : il n'est pas demandé à Alexis Tsípras de croire en ces mesures, de les assumer subjectivement, simplement de les mettre en œuvre. Tsípras, ou la politique de personne.

*

Ce que la volte-face du Premier ministre hellénique escamote pour l'Histoire et aux yeux des peuples, c'est la spécificité de la guerre économique menée par les dirigeants européens, la Banque centrale et le FMI à l'encontre du gouvernement grec au cours de ces 6 mois : offensive asymétrique[7] (l'ensemble du conflit se déroulant sur le terrain de l'adversaire et les armes en présence étant sans commune mesure : argumentaire keynésien d'un côté, blocus financier de l'autre) et multiforme, combinant adresse aux opinions publiques, communication politique, contrôle des médias, manœuvres diplomatiques, mesures de rétorsion et prise en otage de la population locale à travers le mécanisme d'octroi de liquidités d'urgence (ce que Státhis Kouvelákis a appelé « le supplice de la goutte d'eau »[8]). Guerre atypique, dans un contexte d'économie intégrée, qui a mis en lumière la violence de la monnaie[9] unique mais s'est déployée en surface autour d'arguments politiques et moraux — tour de passe-passe destiné aux petits épargnants de France ou d'Allemagne, indignés de devoir « payer la part » du peuple grec — et qui comportait en outre une dimension psychologique : les dirigeants européens se sont tantôt employés, bien maladroitement, à « parler aux cœurs et aux esprits »[10] dans l'espoir de gagner le peuple grec à leur cause, tantôt (beaucoup plus fréquemment) à le culpabiliser, à le menacer[11], à le terroriser[12] ; dans la dernière ligne droite de cette séquence temporelle, ces dirigeants sont enfin parvenus, selon l'expression rappelée par Grégoire Chamayou[13], à « disloquer la psychologie des insurgés » par la reddition sans conditions de leur porte-parole. À l'inverse de la stratégie classique de contre-insurrection visant à désolidariser le peuple de la direction politique, l'UE, au terme de cette séquence, a obtenu, de façon assez inattendue, le résultat inverse : désolidariser la direction politique du peuple, faire en sorte que le gouvernement lui-même démente ceux qui venaient non sans courage de lui réaffirmer son soutien (près de 62% des votants en faveur du « non »).

L'Union européenne doit faire oublier qu'elle a mené une guerre atypique, asymétrique, non militaire contre l'un de ses États-membres (une « guerre de l'économie de la dette »), et nul n'est mieux placé qu'Aléxis Tsípras pour légitimer la manœuvre : c'est ainsi que Jean-Claude Juncker, qui avait tout mis en œuvre[14] pour renverser le gouvernement de janvier 2015, a été récemment accueilli à Athènes comme « le meilleur ami de la Grèce ».

La trouvaille repose sur une tautologie : si Tsípras est toujours en place, c'est qu'il n'a pas été renversé. Quelle preuve plus éclatante que la guerre n'a pas eu lieu et que les États-membres restent des partenaires ?

*

Reste à savoir dans quelle mesure cette coupure effective entre le peuple et la « direction politique » se trouvait déjà inscrite en pointillés dans la période qui s'étend de janvier à juillet 2015 : dans la pratique politique d'Aléxis Tsípras et du groupe restreint qui l'entourait (concentration accélérée du pouvoir de décision), dans l'incapacité du parti Sýriza, déjà déchiré, à reprendre l'initiative (le caractère hétéroclite et non centralisé de cette formation politique permettant paradoxalement à l'équipe dirigeante de s'autonomiser, de court-circuiter les instances et les usages du parti), dans l'absence, surtout, d'initiatives populaires qui auraient permis de déborder le gouvernement sur sa gauche, ou par le bas, de le tenir à sa parole, de l'empêcher de reculer — sur le modèle, notamment, des grèves de 1936 en France ; absence d'un mouvement de masse multiforme et sans inscription partisane pouvant agir « en tension »[15] et non pas seulement « en soutien » avec le niveau politique[16]. (Le référendum sur le « non » constitue le seul moment de cette séquence de 6 mois où l'exécutif ait été « débordé » ; débordement doublement paradoxal, puisque ce référendum était organisé à l'appel du Premier ministre et que la majorité sociale — classes populaires, jeunesse — a débordé le gouvernement à son insu, en croyant l'appuyer).

*

Pourquoi ce retrait ? Pourquoi cette absence d'action ?[17] Une première explication tiendrait au temps long de la crise grecque, à la fatigue et à l'usure provoquées depuis 2008 par les privations, les faillites en cascade, la répression systématique des luttes et des mouvements sociaux, mais cette explication ne rend aucunement compte de l'état d'esprit critique, joyeux et combattif qui régnait alors à Athènes : débats politiques nourris et permanents, dans la rue, au marché, en famille, au travail.

Les causes de ce retrait doivent d'abord être recherchées dans la stratégie adoptée par le gouvernement : l'action de l'exécutif (et, par voie de conséquence, le débat politique dans la société) a été dès les premiers jours phagocytée par la question de la dette et les négociations avec les créanciers, déplacée d'emblée sur un plan purement politique et dans des lieux littéralement (géographiquement) hors de portée du peuple grec : déterritorialisation dont témoignent paradoxalement ces rassemblements athéniens de « soutien au gouvernement négociant à Bruxelles » qui avaient quelque chose d'imperceptiblement décalé (conscience diffuse que le jeu se jouait ailleurs, que le sort de la Grèce se réglait hors de Grèce : trait historique récurrent de l'histoire grecque contemporaine[18]). Les premiers gestes de Tsípras comme de son ministre des Finances ont été de prendre l'avion (pour Londres, Bruxelles, Paris, etc.) : hors lieu de la politique, le champ social et le champ politique se trouvant comme dissociés. (Dans un contexte très différent, cette « délocalisation » ou déterritorialisation de l'action politique, hors du champ social et hors du territoire, est aujourd'hui poursuivie par Yánis Varoufákis).

*

La conclusion de cette séquence de 6 mois apporte la preuve cinglante que ce renversement des priorités, que cette action politique marchant la tête en bas étaient condamnés à l'échec et qu'un gouvernement résolu à rompre le carcan de l'austérité, dans une situation d'adversité largement prévisible, n'avait d'autre choix que d'agir au niveau local[19] en « reterritorisant » son action, en concentrant ses efforts sur une politique de mise en valeur et de réquisition de la richesse nationale (transformation de milliers d'hectares en terres cultivables socialisées pour répondre dans l'urgence à la question de l'autosuffisance alimentaire et remise en cause du poids idéologique, politique et économique de l'Église orthodoxe, alliée de la grande bourgeoisie grecque et premier propriétaire foncier du pays), en s'appuyant sur l'espace de création, de solidarité et d'initiatives productives autonomes qui s'est ouvert en Grèce, indépendamment des partis et des appareils syndicaux, depuis le début de la crise[20], en proclamant une cessation de paiement immédiate des intérêts de la dette. La question des alliances politiques nouvelles et d'un financement intermédiaire (pour répondre à la crise sociale, d'abord, mais aussi pour investir, en particulier, dans un programme d'autonomie énergétique fondé sur les ressources naturelles du pays) se serait alors posée dans des termes diamétralement différents. La guerre, dans ces conditions, n'aurait pas été aussi asymétrique, ni unilatérale.

*

Reste enfin à s'interroger sur la pérennité de cette solution politique contre-nature : si le maintien en place de Tsípras, en rendant après coup illisible cette première séquence de négociations et en escamotant le soutien populaire dont bénéficiait son premier gouvernement, a rempli son office (défaire le sujet politique du « non », générer la confusion, la division et un sentiment d'impuissance inversement proportionnel à l'espoir soulevé par les élections de janvier 2015), le « deuxième gouvernement » Syriza ne présente pas moins toutes les caractéristiques d'un « pouvoir faible » et fait presque figure, à cet égard, de curiosité historique.

Dimitris Alexakis, 22 juillet 2016

Reconnaissance de dette1 : mes remerciements à Irène Bonnaud, L. G. et Fausto Giudice pour leur relecture attentive. Reconnaissance de dette2 : le titre de ce texte se réfère à celui du premier roman de Marguerite Yourcenar, Alexis ou le Traité du Vain Combat, publié en 1929 par les éditions Au Sans Pareil.

Notes

[1] Septembre 2015 :

<http://www.rfi.fr/europe/20150921-elections-grece-deuxieme-chance-alexis-tsipras-syriza>

[2] Lire notamment : « Grande braderie en Grèce », Niels Kadritzke, « Le Monde Diplomatique », juillet 2016.

[3] « Never let a good crisis go to waste », disait W. Churchill : « ne jamais laisser passer une bonne crise ».

[4] Lire notamment :

<https://oulaviesauvage.wordpress.com/2015/06/30/au-regard-de-la-situation-en-grece-et-a-la-suite-de-la-rupture-des-negociations-par-leurogroupe-podemos-souhaite-communiquer-ce-qui-suit/>

[5] Lire notamment : « Référendum en Grèce : victoire massive du non, Tsipras gagne son pari », <http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/la-crise-grecque/20150705.OBS2110/en-direct-referendum-en-grece-journee-historique-pour-l-europe.html>

[6] « La suppression de la politique, se demandait Alain Touraine le 14 septembre 1973, à Santiago, au cœur du coup d'État chilien, est-elle politiquement neutre ? » (*Vie et mort du Chili populaire*, Le Seuil, 1973, p. 241.)

[7] Et qui manifeste l'« asymétrie de la relation de crédit, c'est-à-dire de l'économie de la dette » (Maurizio Lazzarato, *La Fabrique de l'homme endetté*, essai sur la condition néolibérale, éditions Amsterdam, 2011, p. 58).

[8] Lire notamment « Une contradiction insurmontable » :

<http://www.humanite.fr/la-grece-va-t-elle-transformer-leuro-et-lunion-europeenne-569305>

[9] À propos de la « violence de la monnaie » et du concept de « monnaie/dette », lire notamment : Félix Guattari, Gilles Deleuze, *L'Anti-Œdipe*, éditions de Minuit, 1972, p. 263 ; Maurizio Lazzarato, *La Fabrique de l'homme endetté, essai sur la condition néolibérale*, éditions Amsterdam, 2011, p. 58 - 59, p. 110 ; Michel Aglietta et André Orléan, *La violence de la monnaie*, Presses Universitaires de France, 1982.

[10] Expression empruntée à Grégoire Chamayou, *Théorie du drone*, La Fabrique éditions, 2013.

[11] Entretien de Martin Schulz diffusé au matin même du référendum : « Si vous votez non, disait-il en substance, vous sortez. »

[12] Avec un résultat systématiquement inverse de celui qui était escompté.

[13] *Théorie du drone*, La Fabrique éditions, 2013, p. 94.

[14] Lire notamment :

<https://oulaviesauvage.wordpress.com/2015/06/16/grece-le-coup-detat-ne-sera-pas-televisé/>

[15] Expression empruntée à Alain Touraine, *Vie et mort du Chili populaire*, Le Seuil, 1973.

[16] Ce modèle d'articulation « en tension », pouvant aller du soutien à l'opposition, entre une direction politique et un mouvement social autonome présent dans la ville et sur les lieux de production est au fondement de la théorie de Níkos Poulantzás, principal théoricien du courant de la gauche grecque dont Syriza est issu — et ce qui distingue notamment ce courant des pratiques dirigistes d'encadrement et de mobilisations centralisées, par l'intermédiaire d'un syndicat de parti, du KKE, le parti communiste grec. Formulation analogue chez Alain Touraine, à propos du Chili de l'Unité Populaire : « l'autonomie d'un mouvement de classe associé au pouvoir gouvernemental sans être soumis à aucune organisation politique » (*Vie et mort du Chili populaire*, p. 167).

[17] La question était déjà posée en ces termes par Alain Touraine, le 10 septembre 1973, à la veille du coup d'État chilien. Cf. *Vie et mort du Chili populaire*, Le Seuil, 1973, p. 204.

[18] Lire notamment à ce propos : Karl Mazower, *Dans la Grèce d'Hitler, 1941-1944*, éditions des Belles Lettres, 2002.

[19] Cessation de paiement, priorité absolue donnée au « front intérieur » et aux réformes de gauche (adoption d'un nouveau système fiscal en faveur des classes populaires, « mémorandum sur le capital »). Lire à ce sujet la tribune de Yánnis Miliós, ancien responsable du programme économique de Syriza :

<https://oulaviesauvage.wordpress.com/2015/05/06/et-si-la-grece-cessait-de-jouer-au-poker-pour-se-mettre-aux-echecs/>

[20] Cf. « L'invention sous la crise » :

<https://oulaviesauvage.wordpress.com/2015/06/14/grece-autogestion-et-circuits-de-production-paralleles-ressources/>

P.-S.

* « Tsípras, ou le traité du vain combat ». MEDIAPART. LE BLOG DE DIMITRIS ALEXAKIS. 23 JUIL. 2016 :

<https://blogs.mediapart.fr/dimitris-alexakis/blog/230716/tsipras-ou-le-traite-du-vain-combat>

* Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.